

LA VÉRITÉ

Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale

Août-Septembre 1967

N° 538 — 3 F.

« Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile par le capital, relégué constamment dans les bas-fonds de la misère noire, d'une inculture sauvage et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique fondée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle d'une organisation qui groupe des millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. »

LENINE.

Sommaire

- Roger DUCROS **Le Moyen-Orient, l'impérialisme et la Bureaucratie.**
- François FORGUE **La révolution culturelle chinoise.**
- Etienne LAURENT **La politique internationale du castrisme : mirages et réalité.**
- Bolars NAGY **L'actualité du programme de transition.**
- Ignace REISS **Lettre au Comité Central du P.C.U.S. (17 juillet 1937).**
- G.-L. VALMER **Fer Rouge (Aragon et la croix des vaches).**
- Guy DÉRAIN **Sport et Politique.**
- S. O. S. Bolivie.**
- Un pas en avant vers le regroupement de l'avant-garde !**

La politique internationale du Castrisme : Mirage et Réalité

Le 18 janvier 1967 se déroulait à La Paz et dans les autres villes principales de la Bolivie une série de grandes manifestations universitaires contre une loi autorisant les établissements d'enseignement privé, secondaire ou supérieur, à délivrer des diplômes académiques au même titre que l'Université d'Etat. Décidé à en finir avec l'opposition révolutionnaire organisée, Barrientos prenait prétexte de la participation du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyiste), du Parti Communiste pro-chinois, et du Parti Révolutionnaire de la Gauche Nationaliste (PRIN) de Juan Léchín, à l'organisation et au déroulement de ces manifestations pour en arrêter et en déporter les dirigeants vers des postes militaires insalubres situés dans la jungle tropicale du Nord-Est du pays. Les communiqués des agences de presse furent à l'époque des plus laconiques, et il a fallu attendre l'arrivée de la lettre que nous publions plus loin pour connaître et les noms des militants arrêtés et les conditions déterminées de leur détention. Parmi les militants arrêtés se trouve en particulier G. Lora, dirigeant du P.O.R. et auteur des principaux écrits théoriques sur la révolution bolivienne.

Le laconisme des agences et ensuite le silence de la presse, même la plus « objective », concernant le sort de ces militants contraste singulièrement avec le concert de protestations que l'arrestation de Régis Debray a déclenché dans les milieux les plus larges de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie intellectuelle française. Au travers de ces protestations, il s'est rapidement formé un bloc s'étendant depuis l'avocat de Solan, M. Le Douarin, le Cardinal Feltin, et MM. Rueff, F. Poncet, Mauriac, Aron, Capitant jusqu'à Aragon et André Soler en passant par M. Duverger, André Schwarz et la rédaction du *Nouvel-Observateur*. La composition de ce bloc peut paraître à première vue étrange mais elle n'est pas sans importance et reflète en fait les alignements de classe profonds de ce pays. Il n'est en tous les cas pas indifférent de savoir que les représentants idéologiques de la bourgeoisie française aient pris tant de peine à reconnaître avec éclat comme étant un des leurs, celui qui, en tant qu'auteur de « *La Révolution dans la Révolution* », s'est fait le porte-parole direct de Castro, et a repris en les amplifiant et les développant les attaques que celui-ci avait déjà lancé contre le trotskysme dans son discours de clôture à la *Tricontinentale*.

Ces attaques ne peuvent pas être passées sous silence,

UN DEBUT DE CRITIQUE DE LA POLITIQUE DE COEXISTENCE PACIFIQUE

En l'espace de quelques semaines sont parus plusieurs textes qui semblent indiquer un tournant dans la politique internationale du régime castriste. Il s'agit d'abord du discours prononcé par Castro le 13 mars, qui est consacré entièrement à une polémique avec le parti communiste vénézuélien, ensuite du texte de « Che » Guevara intitulé « Créer deux, trois... de nombreux Viet-Nam, voilà le mot d'ordre ! », enfin la déclaration du parti communiste de Cuba en date du 21 mai. Ces deux derniers textes s'étendent longuement sur le sort de la révolution vietnamienne et comportent un début de mise en cause de la politique soviétique de « coexistence pacifique ». C'est ainsi que Guevara écrit dans sa brochure que :

La solidarité du monde progressiste avec le peuple

car elles mettent en cause l'existence même du marxisme. Dans un de ses livres, Lora a écrit que « le parti du prolétariat ne peut se former qu'à travers le processus d'émancipation de la classe de toute influence idéologique étrangère et de toute soumission à la tutelle des partis politiques des autres classes. Toute action et toute théorie qui font obstacle à l'évolution dans ce sens sont fondamentalement contre-révolutionnaires ». (1) Parce qu'elle salue précisément en Lora un homme qui a cherché à maintenir vivante une conception intransigeante du parti dans une époque de réaction et de confusionisme intenses, l'O.C.I. se doit aujourd'hui de mener une guerre impitoyable contre les idées dont Debray s'est fait le porteur. En effet, ces idées sont profondément étrangères et hostiles au marxisme et comportent en même temps la subordination politique du prolétariat à des classes ou à des couches sociales dont les intérêts ne sont nullement les siens.

L'article qui suit à un objectif limité. Il ne prétend pas procéder à une réévaluation de l'analyse faite par la section française du Comité International il y a six ans, car cette analyse a été corroborée par les faits et sa mise à jour modifierait très peu la caractérisation de la révolution et de l'Etat cubains qui fut donnée alors. (2) Il entend soumettre à un examen critique les textes récemment publiés de Guévara et de Castro. (3) à en montrer toutes les faiblesses et les dangers, et à mettre fortement en garde les militants ouvriers ou étudiants qui pourraient être tentés à croire Castro et Guévara sur parole lorsqu'ils déclarent marxistes, à surestimer l'importance de leurs désaccords avec le stalinisme et à suivre ceux qui, à l'instar de Maitan ou Pablo se permettent d'affirmer que les perspectives ouvertes par les Cubains constituent effectivement une voie vers la révolution mondiale.

A la différence des liquidateurs du trotskysme — Pablo, Hansen, Frank, Maitan, Mandel et autres Lequenne — qui cherchent à faire totalement silence sur les attaques de Castro et Debray contre le trotskysme, ou alors à les faire passer pour un « malentendu » sans portée, nous examinerons également dans cet article le contenu exact de ces attaques. Ceci nous permettra de les dénoncer de la façon la plus vigoureuse et de montrer la manière dont elles témoignent des positions politiques et de la nature sociale du castrisme.

du Viet-Nam ressemble à l'amère ironie que pour les gladiateurs du cirque romain signifiait l'encouragement de la plèbe. Il ne s'agit pas de souhaiter son succès à la victime de l'agression, sinon de partager son sort, de l'accompagner dans la mort ou la victoire. Quand nous analysons la solitude vietnamienne, nous sommes saisis par l'angoisse de ce moment illogique de l'humanité. L'impérialisme américain est coupable d'agression ; ses crimes sont immenses et s'étendent au monde entier. Cela, nous le savons, messieurs ! Mais sont aussi coupables ceux qui, à l'heure de la décision, ont hésité à faire du Viet-Nam une partie inviolable du territoire socialiste, en courant, oui, les risques d'une guerre à l'échelle mondiale, mais obligeant aussi les impérialistes américains à se décider.

Et le Comité Central du Parti Cubain de demander :

De quelle paix jouissent les Vietnamiens ? Quelle sorte de coexistence l'Etat nord-américain met-il en pratique avec ce peuple ? Que représentent les mots de paix, de sécurité européenne, de coexistence pacifique et autres expressions idylliques de ce style pour les hommes, les femmes, les vieillards, les jeunes et les enfants qui, lâ-bas, meurent chaque jour, victimes de la technique militaire la plus moderne, et qui voient tomber tant de bombes sur leur Patrie que leur poids dépassera bientôt le poids total de celles qui ont été déversées sur l'Europe pendant la Deuxième Guerre Mondiale et un pouvoir destructeur accumulé supérieur à celui des bombes atomiques qui ont été lancées sur Hiroshima et Nagasaki ?

Cette mise en cause de la politique de coexistence pacifique (qui est faite sous des formes particulières dont nous examinerons plus loin la signification) s'accompagne de critiques indirectes ou d'allusions critiques à de nombreux aspects spécifiques de la politique extérieure du Kremlin. Il en est ainsi par exemple du fait pour l'U.R.S.S. de maintenir des relations diplomatiques et des rapports commerciaux avec des Etats qui pourchassent les révolutionnaires. Castro observe que le gouvernement colombien a arrêté les dirigeants communistes alors même qu'une mission soviétique se trouvait en Colombie pour négocier un accord commercial, et demande tout de suite après : « Que penseraient les révolutionnaires vietnamiens si nous envoyions des délégations au Sud-Vietnam pour traiter avec le gouvernement franche de Saïgon ? »

Sur les accords concernant la non-dissémination des

armes atomiques, les Cubains procèdent de façon moins allusive. Ils dénoncent ces accords comme l'expression de la volonté de créer un monopole définitif quant à la possession de ces armes au profit de quelques grandes puissances, et ils affirment que « nous, les révolutionnaires cubains, nous n'avons souscrit et ne souscrirons à aucun accord sur la cessation ou l'interdiction des essais nucléaires ou contre la prolifération des armes de ce type, comme ceux qui ont été concertés sous les auspices des Nations Unies, bien que ceci, dans la réalité de notre actuel développement technique, n'implique pas autre chose qu'une position de principe ». On doit évidemment louer les dirigeants cubains d'avoir fait une déclaration aussi claire sur ce point, mais observer en même temps qu'il n'y a pas de référence explicite ni à l'U.R.S.S. ni aux accords de Moscou.

Quel sens donner à ces prises de position ? La raison d'être en paraît assez claire. Pour les dirigeants cubains il semble être devenu évident que si les Soviétiques se refusent à défendre de façon efficace le Vietnam, et montrent qu'ils sont parfaitement prêts à sacrifier la révolution des ouvriers et paysans vietnamiens sur l'autel de la coexistence pacifique, ils auront encore moins de scrupules à abandonner Cuba à son sort le jour où les Américains jugeront la situation mûre pour en finir avec le régime castriste. Castro et Guevara se rendent enfin compte que le sort fait aux Vietnamiens préfigure celui qui sera fait — au mieux — aux Cubains. L'intensification progressive de la pression américaine sur Cuba et le rôle joué dans ce processus par le Kremlin et ses agents en Amérique Latine rendent cette interprétation particulièrement plausible.

LE ROLE D'AGENT DE L'IMPERIALISME TOUJOURS PAR LE P.C. VENEZUELIEN

Les Cubains paraissent, en effet, avoir également pris conscience du fait que la bureaucratie soviétique ne se contente pas aujourd'hui d'attendre tranquillement le jour de l'attaque que les U.S.A. lanceront contre elle, mais fait, au contraire, tout en son pouvoir pour le faire, se servant pour cela non seulement des résultats généraux de sa politique en faveur de l'impérialisme au Vietnam, à Tachkent ou au Moyen-Orient, mais aussi de l'action directe de ses agents en Amérique Latine, les partis communistes pro-soviétiques, en particulier celui du Venezuela.

La lecture du discours prononcé par Castro le 13 mars ne laisse aucun doute quant à l'ampleur de la campagne qui a été menée auprès de et par les partis staliniens dans le but de discréditer et isoler le régime castriste, et faciliter son renversement ou sa destruction militaire par les U.S.A. Depuis des mois, dit Castro, les Cubains « ont supporté en silence une campagne de diffamation » de la part de la direction du P.C. vénézuélien, auprès des autres partis latino-américains. Au Venezuela même, le parti stalinien s'est fait l'agent le plus abject de l'impérialisme, développant des accusations contre Cuba et contre les maquis pro-castristes dont Castro n'a pas de peine à montrer qu'elles « ne diffèrent en rien de celles du C.I.A. du Département d'Etat, des contre-révolutionnaires » et obligent à caractériser les dirigeants prosoviétiques du parti vénézuélien comme des « complices de l'oligarchie du gouvernement Léoni et de l'impérialisme ». Un assassinat politique récent a en effet donné à la direction du parti stalinien vénézuélien l'occa-

sion d'aller plus loin qu'elle n'était jamais allée auparavant et se faire indicateur de police volontaire pour le compte du gouvernement Léoni, publiant une déclaration où, montre Castro :

Elle accuse les combattants guerilleros, affichant l'opportunisme le plus répugnant, faisant le jeu du gouvernement pro-impérialiste et fantoche de Léoni ; elle va presque jusqu'à demander la tête de Douglas Bravo pour l'avoir accusé de la mort de Irribaren. Et cette position, face à des hommes qui combattent héroïquement et font flotter très haut le drapeau de la révolution vénézuélienne, équivaut à avoir demandé leur tête ; de là à demander un fusil à Léoni pour aller liquider Douglas Bravo, il n'y a qu'un pas. »

Ce type de procédé, tout comme les attaques diffamatoires contre Cuba, constituent de toute évidence une offre de bons services aux oligarchies et aux U.S.A. et s'accompagnent d'une ligne politique de rapprochement avec la « bourgeoisie nationaliste », de « regroupement des gauches » et « d'alliance avec les secteurs nationalistes des forces armées », c'est-à-dire d'un programme que Castro peut caractériser sans peine comme étant purement et simplement collaborationniste et destiné à livrer les révolutionnaires pieds et mains liés à l'impérialisme. De fait, l'appui stalinien au gouvernement Léoni commence déjà à produire ses effets : c'est Léoni qui a été chargé par l'Organisation des Etats Américains de préparer le dossier qui doit servir de couverture légale à une action militaire des U.S.A. contre Cuba.

LES LIMITES ET LES FAIBLESSES DE LA CRITIQUE CUBAINE

Dans son discours, Castro dit que c'est après de longs mois de silence et beaucoup d'hésitations que les dirigeants cubains se sont décidés à porter ces faits à la connaissance des masses cubaines et de l'opinion inter-

nationale. C'est également après une longue attente qu'ils se sont finalement exprimés au sujet du Vietnam pour formuler les critiques que nous avons vues plus haut et ouvrir ce qui leur paraît comme l'unique stratégie de

lutte possible, c'est-à-dire « créer deux, trois... de nombreux Vietnam » dans les pays semi-coloniaux, en particulier en Amérique Latine, pour obliger les Américains à combattre sur plusieurs fronts, relâcher leur étreinte sur le Vietnam et finalement épuiser leurs forces. La politique de désespoir que cette perspective exprime, constitue, nous allons le voir, la façon dont des hommes qui sont le dos au mur, mais qui méconnaissent totalement la conception marxiste de l'unité de la lutte des classes mondiale et de l'internationalisme prolétarien, et qui sont incapables de faire une analyse correcte du stalinisme, espèrent non seulement se défendre face à l'impérialisme mais aussi déjouer la menace contre-révolutionnaire que l'U.R.S.S. fait peser sur eux.

Les faiblesses politiques des positions cubaines s'expriment d'ailleurs dans la manière même dont Castro procède encore à l'égard de la bureaucratie du Kremlin. Les critiques qu'il lui adresse sont formulées avec une extraordinaire prudence et révèlent d'autre part un vide théorique absolu concernant la nature du stalinisme et les formes de l'action qu'elle mène pour empêcher l'unité mondiale de la lutte de classe de s'exprimer.

Nous pensons qu'il est correct de dire que les textes parus traduisent le début d'une prise de conscience de la part des dirigeants du péril de plus en plus rapproché et puissant que la politique soviétique fait peser sur eux. Mais en même temps on ne peut être que frappé par l'extraordinaire prudence ou l'extraordinaire timidité des formules employées. L'U.R.S.S. est sans cesse visée, mais il n'est jamais question d'elle que par périphrases ; les accords de non-dissémination sont mis en cause de façon claire mais sans qu'il soit fait mention du Traité de Moscou, et ainsi de suite. Même à l'heure du péril Castro et Guevara se refusent à affronter le stalinisme de face, à l'appeler par son nom et à faire appel clairement devant le mouvement ouvrier international et devant leur propre classe ouvrière. Ils préfèrent essayer encore de manœuvrer et de ruser et maintenir leurs critiques au niveau des considérations morales les plus superficielles de façon à soigneusement éviter un affrontement clair qui les obligerait à fournir des explications plus sérieuses qu'ils n'en donnent aujourd'hui, et surtout à mobiliser leur propre classe ouvrière, s'exposant éventuellement eux-mêmes à la critique et peut-être à l'attaque. Par leur comportement en ce moment de crise, les dirigeants cubains démontrent qu'ils demeurent les dirigeants petit-bourgeois d'un régime nationaliste qui a conclu une alliance avec les staliniens et qu'ils entendent éviter toute mesure ou action susceptibles de secouer trop durement l'appareil qu'ils ont construit avec ceux-ci.

C'est ainsi que là où le Kremlin est directement responsable, c'est seulement son satellite, le parti communiste vénézuélien, qui est mis en cause. C'est ainsi également que là où la situation exige une analyse poli-

tique du stalinisme, Castro ne nous offre qu'une diatribe moralisante, dont nous extrayons les principaux passages :

Pour nous, le communisme international est en premier ceci : un mouvement de communistes, un mouvement de révolutionnaires. Et ceux qui ne sont pas des combattants révolutionnaires ne pourront jamais prétendre être communistes !

Nous concevons le marxisme comme une pensée et une action révolutionnaires. Ceux qui ne possèdent pas cet esprit vraiment révolutionnaire ne pourront jamais prétendre être communistes.

N'importe qui peut s'appeler « Aigle » et ne pas avoir une seule plume sur le dos. De la même façon, certains se disent « communistes » et n'ont pas un poil de communiste. Le mouvement communiste international, tel que nous le concevons, n'est pas une église ni une secte religieuse ou maçonnique qui nous oblige à sanctifier n'importe quelle déviation, qui nous oblige à suivre une politique de favoritisme avec toutes sortes de réformistes ou de pseudo-révolutionnaires.

Notre position au sujet des partis communistes sera basée sur des principes strictement révolutionnaires. Nous soutiendrons par-dessus tout les partis qui ont une ligne sans vacillations, sans hésitations, les partis qui, à notre avis, ont une ligne résolument révolutionnaire. Mais les partis qui, retranchés derrière le nom de communiste ou de marxiste, se croient les monopolisateurs du sentiment révolutionnaire — et ce qu'ils sont réellement ce sont les monopolisateurs du réformisme — nous ne les traiterons pas comme des partis révolutionnaires. Et si dans n'importe quel pays, ceux qui prétendent être communistes ne savent pas accomplir leur devoir, nous appuierons ceux qui, bien que sans se dire communistes, agissent comme de véritables communistes dans l'action et dans la lutte.

Seule la nature sociale petite-bourgeoise du régime castriste peut expliquer une manière semblable de s'exprimer, mais il faut en voir clairement les conséquences. Le fait d'attaquer le P.C. vénézuélien là où le P.C. soviétique est en cause et de cantonner les critiques sur le plan de la morale, ne pourra atténuer en rien la volonté du Kremlin de liquider la révolution cubaine si tel est son intérêt, mais servira sûrement à semer la confusion et à causer la plus grande clarté politique serait obtenue si, en agissant ainsi, les dirigeants cubains et ceux qui suivent leur ligne ailleurs dans le monde, en particulier en Europe, rendent au stalinisme la tâche qu'il se propose qu'il est aujourd'hui possible de lui rendre plus difficile de défendre les conquêtes et les combats révolutionnaires du prolétariat mondial, cet opportunisme sans principes sur la question du stalinisme contribue en fait à couvrir l'opération de liquidation et de contre-révolution accélérée que celui-ci mène aujourd'hui.

LA DEFENSE DES OUVRIERS ET PAYSANS VIET-NAMIENS EXIGE LA LUTTE IMPITOYABLE CONTRE LE STALINISME

La manière dont la faiblesse et l'ambiguïté des positions cubaines contribue finalement à faire le jeu du stalinisme peut être parfaitement illustrée en analysant plus soigneusement la signification de leur position sur la guerre du Viet-Nam. Sans doute les textes cubains traduisent-ils une angoisse et un malaise qui peuvent paraître assez sincères, mais il est évident en même temps que l'analyse qui leur est sous-jacente révèle une remarquable faiblesse théorique et un désarroi politique qui ne peuvent que faire le jeu du stalinisme, et semer les plus graves illusions quant à l'origine et à l'issue de la crise. La situation au Viet-Nam ne reflète pas « un moment illogique de l'humanité » mais exprime brutalement les conséquences impitoyables auxquelles

conduit la politique de coexistence pacifique. Ce qu'il faut montrer et que seuls les trotskystes groupés dans le cadre du Comité International ont jusqu'à présent eu la capacité politique de montrer, c'est que l'isolement du Viet-Nam est le résultat d'une politique concertée qui vise à empêcher coûte que coûte toute modification dans l'équilibre des classes à l'échelle mondiale en faveur du prolétariat, car un tel fait serait susceptible de relancer le processus révolutionnaire, porter des coups à l'impérialisme et donc mettre très rapidement en question la position politique de la bureaucratie soviétique elle-même. C'est ainsi que le Manifeste de la III^e Conférence Internationale du Comité International explique notamment que :

L'agression impérialisme au Viet-Nam est une conséquence des accords de Genève de 1954, frustrant les ouvriers et paysans de leur victoire à Dien-Bien-Phu sur l'impérialisme, partageant le Viet-Nam en deux. Elle ne peut se développer que sous la protection de la politique internationale de la bureaucratie du Kremlin et de la bureaucratie réformiste. L'armement distribué au compte-gouttes par la bureaucratie du Kremlin n'est qu'un alibi. Insuffisant pour permettre une victoire militaire des ouvriers et paysans vietnamiens sur l'impérialisme, il peut servir à la bureaucratie du Kremlin de moyen de pression sur le gouvernement du Nord-Viet-Nam. La guerre révolutionnaire des ouvriers et paysans vietnamiens est une expression et un facteur de la lutte des classes mondiale. L'éviction de l'impérialisme américain du Vietnam signifierait une retentissante défaite de l'impérialisme. Elle serait un facteur majeur de l'extension de la révolution en Asie. Tout le fragile équilibre péniblement préservé par l'impérialisme en Asie s'effondrerait. Des Indes au Japon, la révolution prolétarienne se propagerait. Complètement à sa trahison de Genève en 1954, la bureaucratie du Kremlin s'est faite le courtier direct de l'impérialisme à Tachkent ... Par toute sa politique (...) la bureaucratie du Kremlin tente d'isoler dans un ghetto le prolétariat vietnamien. Elle s'efforce d'établir une situation qui permette à l'impérialisme américain de déployer contre les ouvriers et paysans du Vietnam toute sa puissance militaire. (4)

Au nom de cette politique, les partis communistes maintiennent l'ordre à toute force, partout dans le monde et en particulier en Europe. Ils baillonnent la classe ouvrière européenne et permettent ainsi à l'impérialisme de concentrer tous ses coups sur le Viet-Nam. Ce ne sont pas des Etats Généraux pour le Viet-Nam ou des manifestations devant les ambassades américaines qui peuvent masquer la profonde complicité politique et diplomatique de l'U.R.S.S. avec les U.S.A., ni surtout le fait qu'en France et en Italie les P.C. démobilisent la classe ouvrière de façon systématique dans ses propres combats de classe, apportant ainsi à l'impérialisme un soutien précieux dans les secteurs les plus vulnérables de ses bastions métropolitains et lui laissant les mains libres au Viet-Nam. Il suffit de voir la manière dont les appareils ont organisé la lutte contre les pouvoirs spéciaux en France et se préparent à livrer la classe ouvrière pieds et mains liés à de Gaulle pour comprendre la nature de l'aide que le stalinisme apporte de façon systématique à l'impérialisme. L'U.R.S.S. cherche la liquidation d'une révolution vietnamienne qui est profondément contraire à ses intérêts et dont la défaite affaiblirait sérieusement la révolution chinoise. Son seul souci, c'est de trouver les formes et les rythmes qui préserveront le mieux les apparences, de façon à prolonger cette influence sur la classe ouvrière internationale qui constitue la base essentielle de son existence et de sa puissance.

La capacité de faire une telle analyse suppose bien évidemment la capacité de faire préalablement une analyse scientifique de la nature de la bureaucratie soviétique. Cette bureaucratie est une couche parasitaire qui s'est hissée sur le dos du prolétariat russe pour établir un régime de dictature politique susceptible d'assurer la sauvegarde et la perpétuation de l'ensemble de privilèges qu'elle s'est progressivement attribués. Sa tentative pour « créer le socialisme dans un seul pays » et sa gestion bureaucratique et parasitaire de l'économie ont conduit à une accumulation de contradictions économiques qui aiguissent sans cesse les contradictions sociales, aussi bien en U.R.S.S. que dans les Etats satellites voisins où la bureaucratie instaura en 1947-48 un régime analogue au sien, et créent pour l'U.R.S.S. une menace constante du type de révolution politique dont les soulèvements en Allemagne, en Pologne, et la Révolution Hongroise ont déjà fourni des exemples éclatants. Les conséquences de cette situation sur la politique inter-

nationale de la bureaucratie ont été récemment réexpliquées à la lumière de l'évolution politique récente, par Stéphane Just. Dans sa « Défense du Trotskysme », il montre la façon dont :

(en tant que) caste parasitaire (la bureaucratie) redoute, en effet, les conséquences immédiates qu'aurait sur le prolétariat russe la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes économiquement développés ; elle ne peut donc défendre l'U.R.S.S. par les moyens de la lutte des classes internationale. Pire, elle doit à un certain niveau de la lutte des classes, agir au moyen des instruments politiques qu'elle contrôle, les P.C., pour faire barrage à la révolution prolétarienne, jusques et y compris pour détruire les capacités de combat de la classe ouvrière, dans une situation où, du fait de l'instabilité de la société bourgeoise, toute action d'importance des travailleurs met en cause l'existence de la révolution « idéologique » de la bourgeoisie (...). L'évolution internationale, les dirigeants des P.C., présente le plus grand intérêt à cet égard. Le rejet des thèses de Lénine sur l'état, l'affirmation de la possibilité du passage pacifique du capitalisme au socialisme ; la proclamation du « goulash » comme but du socialisme ; la transformation de la « coopération pacifique » stalinienne en coopération pacifique, le dialogue avec l'Eglise catholique, etc., démontrent la puissance des forces pro-bourgeoises à l'intérieur de la bureaucratie. Par crainte de la révolution, par hantise de son propre prolétariat, la bureaucratie du Kremlin recule pas à pas devant l'impérialisme, accentue partout son action contre-révolutionnaire et développe les conditions de la liaison entre l'impérialisme et les forces réactionnaires qui s'affirment ouvertement en U.R.S.S., sous son patronage. (5)

Il est urgent de comprendre que, participer aujourd'hui de quelque façon que ce soit aux actions-bidon ou aux entreprises de camouflage lancées par le P.C., ou se refuser à faire ou à accepter des analyses qui rendent compte des causes et des conséquences de la politique mondiale du stalinisme pour s'en tenir à son égard à des considérations purement morales, c'est rendre au stalinisme le plus grand des services et finalement contribuer pour sa propre part à l'isolement et à l'écrasement possible des ouvriers et des paysans vietnamiens. Rien ne peut changer aujourd'hui à la vérité implacable que la lutte pour la défense du Viet-Nam est la solution révolutionnaire des problèmes non seulement des ouvriers et des paysans d'Amérique Latine, mais de tous les pays, passe par la capacité de faire une analyse politique globale, qui montre les racines profondes du rôle international du stalinisme et permet de conjuguer partout contre lui une lutte implacable. C'est seulement une telle lutte qui peut en effet libérer la volonté de combat et les énergies révolutionnaires du prolétariat et lui permettre de se porter au secours des ouvriers et des paysans vietnamiens en ébranlant la domination des bourgeoisies européennes. Car celles-ci constituent des garants indis-

LÉON TROTSKY

LE PROGRAMME DE TRANSITION

(L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale)

Edité par LA VÉRITÉ

Prix : 2 Francs

pensables de l'impérialisme au même titre que les U.S.A. et ceux-ci ne pourraient pas se passer longtemps de leur aide pour en assurer la sauvegarde.

Cette affirmation est en contradiction complète avec ce qu'écrivent les dirigeants cubains. Ceux-ci, en effet,

ont une théorie bien particulière et complètement anti-marxiste de l'impérialisme qui les conduit vers des perspectives toutes différentes, tournant le dos à l'internationalisme prolétarien et laissant pour compte les combats du prolétariat des pays européens.

UNE CONCEPTION KAUTSKYSTE DE L'IMPERIALISME

Bien que dans un passage de sa brochure Guevara écrive que « l'impérialisme est un système, étape suprême du capitalisme » et qu'il tire ainsi un coup de chapeau à Lénine, en fait la conception de l'impérialisme qui est présentée par Castro et lui se trouve aux antipodes de la conception léniniste. Le « système mondial » auquel eux se réfèrent est exclusivement celui de la domination économique et politique que les U.S.A. exerceraient sur le reste du monde, et la théorie dont ils se servent pour l'analyser se présente comme une combinaison particulièrement acharnée à combattre : la définition de l'impérialisme comme tendance à l'assujettissement des régions agraires du monde par les nations capitalistes industrielles et la théorie de l'ultra-impérialisme ou du sur-impérialisme.

Selon Guevara en effet « le champ fondamental d'exploitation de l'impérialisme embrasse les trois continents arriérés : l'Amérique, l'Asie et l'Afrique », et c'est donc aux peuples de ces trois continents — « les exploités et les sous-développés du monde » — que revient le rôle stratégique central qui est :

d'éliminer les bases de subsistance de l'impérialisme — nos pays opprimés — d'où il tire des capitaux, des matières premières, des techniciens et des ouvriers à bon marché et où il exporte de nouveaux capitaux — des instruments de domination — des armes et toutes sortes d'articles, nous soumettant à une dépendance absolue.

Guevara précise qu'« à envisager la destruction de l'impérialisme, il convient d'identifier sa tête qui n'est autre que les Etats-Unis d'Amérique » et il développe son analyse montrant que la tâche doit être considérée primordialement comme étant de caractère militaire :

Nous devons exécuter une tâche de caractère général, dont le but tactique est de tuer l'ennemi de son élément, l'obligeant à lutter dans des conditions où ses habitudes de vie se heurtent au milieu ennemi. Il ne faut pas sous-estimer l'adversaire ; le soldat vietnamien a des capacités techniques et il est soutenu par des moyens d'une ampleur telle qu'il devient redoutable. Il lui manque essentiellement la motivation idéologique que possèdent à un très haut degré ses plus opiniâtres rivaux d'aujourd'hui : les soldats vietnamiens. Nous pourrions triompher sur cette armée dans la mesure seulement où nous parviendrions à miner son moral. Et celui-ci sera miné à force d'infliger à cette armée des défaites et de lui causer des souffrances répétées.

Guevara nourrit cet ensemble de thèmes d'une analyse qui vise uniquement à déterminer les caractères propres de l'intervention ou de la domination « impérialiste » américaine dans chaque continent et les traits spécifiques que doit y prendre la lutte armée.

Dans tout cela il n'est évidemment pas question presqu'absolument de combats du prolétariat des pays capitalistes avancés et surtout pas de celui des pays européens. Tout ce que Guevara trouve à dire au sujet de l'Europe tient en ce passage embrouillé et obscur où il est écrit que « la tâche de la libération attend encore des pays de la vieille Europe, suffisamment développés pour sentir toutes les contradictions du capitalisme, mais si faibles qu'ils ne peuvent pas suivre la voie de l'impérialisme ou s'engager dans cette voie ». La déclaration du Comité Central du Parti Cubain est heureusement plus explicite :

L'Europe occidentale elle-même est chaque jour plus colonisée économiquement par l'impérialisme yankee. Des millions d'ouvriers européens travaillent pour accroître

ses profits. Le capital monopoliste américain acquiert une participation toujours plus grande dans beaucoup des principales industries, et il doit cet accroissement de sa participation non seulement aux dividendes qu'il perçoit en Europe en exploitant des travailleurs ... mais également ... aux ressources bancaires de ces pays ... Et dans toutes les entreprises européennes où la participation yankee est majoritaire ou décisive, il impose — au mépris de la souveraineté de chaque pays — la politique du gouvernement des Etats-Unis. Aucune de ces entreprises industrielles, quel que soit le pays où elles sont établies, n'accepte de vendre ... un produit quelconque aux pays comme la Corée, le Viet-Nam, la Chine ou Cuba auxquels l'impérialisme yankee a imposé ses blocus économiques les plus draconiens ... Il exerce toutes sortes de pressions sur le reste des industries nationales, les menaçant de représailles économiques pour les obliger à participer à sa politique criminelle.

La théorie de l'impérialisme qui se dégage de cet ensemble de textes est fort claire. L'impérialisme est uniquement conçu comme le système de domination mondiale de l'économie américaine qui s'exerce à l'encontre « de tous les autres peuples » ou « au mépris de la souveraineté de tous les autres Etats ». Il n'existerait aucune autre bourgeoisie impérialiste que la bourgeoisie américaine (il faut d'ailleurs souligner que le terme *bourgeoisie* n'est en fait pas utilisé et qu'il est seulement question des « impérialistes », de « l'impérialisme yankee etc. »). La seule forme d'exploitation qui pèserait sur les ouvriers européens serait celle résultant de la présence de capitaux américains, dont la signification décisive serait en tous les cas ailleurs, dans le fait de permettre à l'impérialisme yankee « d'imposer la participation des Etats européens à la mise en œuvre de sa politique criminelle ».

Ce fatras lamentable, dont on peut simplement dire à la décharge des Cubains qu'ils se sont malheureusement réduits à le colporter aujourd'hui, nous ramène bien en-deça de la théorie marxiste de l'impérialisme telle qu'elle a été formulée par Lénine. La confusion qui règne à ce sujet va nous obliger à rappeler pour le compte de ceux qui n'ont apparemment pas lu les textes, ou alors ne les ont pas compris, ou alors cherchent délibérément à les réviser, sans le dire évidemment et au besoin en les falsifiant, en quoi consiste la théorie léniniste de l'impérialisme, que seuls les trotskystes ont su défendre comme une pièce maîtresse de l'analyse marxiste de la réalité sociale contemporaine et le fondement scientifique de l'internationalisme prolétarien.

L'impérialisme, montre Lénine, « a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme ». Plus précisément il constitue le stade de l'évolution historique où « certaines des qualités essentielles du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs antinomies », du fait de l'achèvement par ce mode de production des tâches historiques qui lui étaient dévolues, à savoir d'une part le développement des forces productives jusqu'au point où s'affirme de part en part la socialisation de la vie économique dans les pays de plein épanouissement du capitalisme, et d'autre part la constitution du marché mondial dont le partage est achevé, la guerre surgit comme moyen essentiel de régler les rivalités des différentes bourgeoisies entre elles. La transformation de certaines des propriétés essentielles du capitalisme en leur contraire comporte, d'autre part, d'abord le déve-

loppement de toute une série de traits parasitaires et de tendances au pourrissement, et ensuite une aggravation de toutes les contradictions du capitalisme déjà mises en évidence par Marx — contradictions entre le caractère social de la production et le caractère privé de la propriété, entre le développement tendanciellement illimité des forces productives et le carcan des rapports sociaux bourgeois, etc. Ces tendances au pourrissement et cette aggravation des contradictions allaient évidemment marquer très fortement l'évolution des rapports entre les pays avancés et les pays arriérés de l'impérialisme, mais devait également affecter très profondément la vie économique et sociale et les rapports internes des pays avancés eux-mêmes. Et, de fait, au XX^e siècle, la contradiction toujours plus aiguë entre les forces productives et leur enveloppe bourgeoise a déjà donné lieu à deux guerres particulièrement meurtrières et destructrices entre ces pays. La lutte des classes y a pris une violence sans précédent, et la profondeur des antagonismes et des contradictions y a poussé la bourgeoisie à y instaurer des régimes fascistes. Aujourd'hui de nouveau, en dépit de l'ampleur des destructions et en dépit de la mise en place d'une économie d'armement permanent sur une échelle sans précédent, commencent à se manifester les éléments d'une grave crise de surproduction. Les rapports inter-impérialistes se caractérisent une fois de plus par une concurrence internationale acharnée qui est en train d'obliger chaque bourgeoisie nationale à engager, pour son propre compte et pour préserver sa part du marché mondial, une lutte sans merci contre la classe ouvrière de son pays.

Car à l'encontre des Cubains il faut réaffirmer que l'Etat-Nation demeure le cadre institutionnel fondamental du capitalisme en dépit du caractère international acquis depuis longtemps par les forces productives, et que l'impérialisme comporte toujours l'existence d'une pluralité de bourgeoisies nationales, avec toutes les contradictions, rivalités, tensions et antagonismes de classe que cela comporte. Même si elles sont en danger d'être écrasées par l'avance américaine, les bourgeoisies françaises, anglaises ou allemandes demeurent des classes possédantes et exploiteuses de plein exercice dans leur propre pays et se battent pour participer de plein droit à l'exploitation impérialiste du monde. Ainsi qu'en témoignent leurs textes, les trotskystes ne négligent en rien les conséquences que l'aggravation des contradictions ne

l'impérialisme ont pour la vie des pays arriérés, mais leurs analyses les conduisent à montrer que « dans tous les pays économiquement développés, la classe ouvrière n'en est pas moins menacée ... Loin de croître sans fin, le standard de vie des travailleurs des pays capitalistes dominants est à la merci des contradictions sans issue de l'impérialisme. Les prolétariats des pays capitalistes avancés ne constituent pas des prolétariats pour toujours privilégiés par rapport aux autres. Au sein de la « prospérité » capitaliste, les prémisses de leur rejet aux conditions économiques et politiques du stade de l'accumulation primitive du capital s'expriment. La tentative de l'état bourgeois d'intégrer les syndicats n'est rien d'autre qu'une traduction de ces tendances profondes. Dirigée directement contre la capacité d'organisation et de combat des prolétaires (elle) indique que le capitalisme de chaque pays — même de ceux économiquement développés — ne peut survivre qu'en réduisant à merci la classe ouvrière. » (6)

A partir de telles analyses il est possible aux trotskystes de définir une perspective internationale qui accorde un rôle, et même un rôle central, dans la stratégie de la lutte de classes mondiale au prolétariat des pays capitalistes avancés, en particulier à celui d'Europe, où l'étroussure des frontières nationales et le caractère retardataire des appareils de production doivent rapidement conduire à une exaspération des contradictions et des antagonismes de classe. L'analyse des trotskystes permet en même temps de comprendre pleinement le sens des efforts faits par l'appareil international du stalinisme pour museler le prolétariat européen, mais aussi la nature des mécanismes économiques et politiques qui vont contraindre celui-ci à faire sauter tôt ou tard cet appareil dans le cours de luttes dont l'objet sera au départ simplement de défendre des positions acquises que la bourgeoisie veut lui reprendre, mais qui le conduiront inévitablement à relancer le processus révolutionnaire mondial et à apporter aux pays arriérés la seule forme d'aide décisive, c'est-à-dire l'affaiblissement de l'impérialisme dans ses bastions métropolitains. Dans une telle perspective, l'importance de chaque acte politique susceptible d'aboutir au processus de décomposition du stalinisme prend véritablement son plein relief. De cette surévaluation s'affirme la nature contre-révolutionnaire de la tactique stalinienne qui, sciemment ou non, cherche à retarder ce processus.

LA GUERRILLA : SES PERSPECTIVES ET SES FORMES ORGANISATIONNELLES

Fondant toute leur analyse sur une théorie pré-marxiste de l'impérialisme, ne cherchant pas à analyser de façon correcte la nature et les conséquences de la domination stalinienne sur le mouvement ouvrier international et ne cherchant en aucune façon à lier le sort de la révolution dans les pays arriérés à la construction de partis révolutionnaires dans les pays avancés, les Cubains en sont réduits à offrir aux ouvriers et aux paysans des pays arriérés des perspectives totalement désespérées : celles de détruire l'impérialisme au moyen de la multiplication de foyers de guerre dans ces pays indépendamment de toute action du prolétariat des pays avancés.

Le caractère désespéré de cette perspective transparaît très clairement au travers même des textes cubains. C'est à un prix très élevé que les paysans, ouvriers et intellectuels latino-américains vont avoir à payer, si l'on n'y prend garde, la faiblesse des analyses cubaines et le refus de Castro d'affronter le stalinisme franchement. Écoutons Guevara :

Prendre comme mission tactique la libération graduelle des peuples, un par un ou par groupes, obligeant l'ennemi à soutenir une lutte difficile sur un terrain qui n'est pas le sien ; liquidant ses bases de subsistance qui sont ses

territoires dépendants veut dire une guerre longue. Et nous le répétons une fois de plus, une guerre cruelle. Que personne ne se trompe au moment de la déclencher et que personne n'hésite à la déclencher par crainte des conséquences qu'elle peut entraîner pour son peuple. C'est presque la seule espérance de victoire (...) ce sera une longue lutte, sanglante, dont le front se trouvera dans les abris des guérillas, dans les villes, dans les maisons des combattants, où la répression cherchera des victimes faciles parmi leurs proches, dans la population paysanne massacrée, dans les villes et les villages détruits par le bombardement ennemi.

L'instrument privilégié de cette lutte est la guérilla. Le choix de ce moyen déterminé s'accompagne d'une polémique violente contre les formes d'organisation politiques forgées par le marxisme, où s'expriment de nouveau les positions cubaines ainsi que la nature sociale petite-bourgeoise de la direction castriste.

Les thèses sur la guérilla des Cubains, dans lesquelles se résume finalement toute leur « science », se présentent en partie comme la conséquence directe du fait de se donner comme perspective la lutte militaire directe et isolée contre l'impérialisme, mais elles reflètent aussi la préoccupation suivante : comment parvenir à déjouer

l'obstacle que constituent les partis staliniens à l'extension de la révolution en Amérique latine sans pratiquer une politique de classe, c'est-à-dire sans s'attaquer à l'U.R.S.S. sur un plan général, ni travailler à la construction d'un mouvement révolutionnaire international, et sans mobiliser non plus les ouvriers et les paysans latino-américains eux-mêmes. Le dos au mur, Castro n'a finalement qu'une seule réponse : tenter de rééditer au niveau de l'Amérique latine tout entière l'exploit qu'il a accompli à Cuba, c'est-à-dire abattre le représentant de l'oligarchie et de l'impérialisme contre la volonté du P.C. local, sans mobiliser pour autant les masses urbaines, ni même réellement les masses paysannes et en établissant avec celles-ci des relations de dirigeant à dirigé de caractère résolument bourgeois.

Substituant systématiquement dans ses rapports avec le stalinisme la manœuvre et la ruse à l'analyse et à l'affrontement politique directs, Castro ne fournit jamais une analyse scientifique et documentée des trahisons et fautes des partis staliniens et des conséquences de leur activité contre-révolutionnaire. Sa position sur la question du parti est fort simple : « Qui, demande-t-il, fera la révolution en Amérique latine, qui ? » et de répondre : « le peuple, les révolutionnaires, avec ou sans parti ». Et Régis Debray de commenter à son tour : « Fidel Castro dit simplement qu'il n'y a pas de révolution sans avant-garde, que cette avant-garde n'est pas nécessairement le parti marxiste-léniniste et que ceux qui veulent faire la révolution ont le droit et le devoir de se constituer en avant-garde indépendamment de ces partis ». (7) C'est-à-dire qu'au lieu de chercher à arracher aux staliniens le droit d'usage d'instruments qu'ils sont parvenus à discréditer profondément aux yeux de nombreux ouvriers, paysans, et intellectuels d'Amérique latine, Castro le leur abandonne, tout comme il leur abandonne le travail politique dans les villes, « ces couveuses tièdes qui infantilisent et embourgeoisent, qui transforment l'homme qui y vit fusse un camarade, en un bourgeois à son insu » ; « ces cimetières de révolutionnaires et de ressources ». (8)

Il est certain d'autre part que la politique stalinienne a visé au cours de ces dernières années à discréditer la guérilla elle-même, en tant que moyen de lutte à utiliser en combinaison avec un travail politique classique. Les P.C. sont entrés dans certains fronts de libération possédant des maquis ou ont même créé leurs propres guérilleros et ont évidemment miné, détruit, sapé cette forme de lutte dont il est pourtant clair, ainsi que Lora l'a montré dans un de ses écrits, qu'elle peut effectivement, placée sous la direction d'un parti marxiste, être le complément naturel d'un travail politique parmi les masses urbaines. Sur ce point également, au lieu d'analyser ces expériences et en venir à une dénonciation directe des partis staliniens, Castro ruse et leur abandonne une partie du terrain. Il réclame pour la guérilla l'indépendance totale. Elle ne doit pas être le bras armé d'un parti ou d'un front de libération, ni se trouver dans la dépendance politique, logistique et militaire d'organisations basées en ville. Il ne doit même pas être question d'organiser la guérilla sur le modèle du parti ou de la flanquer de commissaires politiques quelconques. Dans la conception castriste la guérilla se développe en opposition radicale au parti pour devenir un instrument politique autonome et même la forme d'existence de « l'avant-garde » spécifique à l'Amérique latine. Debray traduit la pensée de Castro sur ce point en énonçant le principe suivant : « l'armée populaire sera le noyau du parti et non l'inverse ».

Le programme de cette armée est très vague ; il contient au mieux des indications générales concernant la lutte contre l'impérialisme, l'indépendance nationale, la réforme agraire. La question des frontières politiques séparant les « révolutionnaires » qui sont membres de cette année, des militants d'autres formations politiques,

est tranchée uniquement par le fait de prendre le maquis et rejoindre l'armée rebelle. Debray donne des précisions fort utiles à cet égard. Il écrit :

Remarquons que nulle part la guérilla n'a prétendu à former un nouveau Parti ; elle vise bien plutôt à effacer en son sein toutes distinctions de Partis ou de doctrines entre les combattants. Ce qui unifie, c'est la guerre et ses objectifs politiques immédiats. Le mouvement guérillero commence par faire l'unité chez lui, autour des tâches militaires les plus urgentes, qui sont déjà des tâches politiques : l'unité des sans-parti et de tous les Partis représentés chez les guérilleros. La plus décisive des définitions politiques, c'est l'appartenance à la guérilla, aux Forces Armées de Libération. Ainsi, peu à peu, cette petite armée fait l'unité par la base de tous les Partis, au fur et à mesure qu'elle croit et qu'elle remporte ses premières victoires. Finalement, la future Armée du Peuple engendrera le Parti dont elle aurait dû être théoriquement l'instrument : pour l'essentiel, le Parti c'est elle. (9)

Curieux parti en vérité dont toute la vie doit nécessairement — et c'est normal — se plier au caractère militaire de l'action de guérilla, et où si « l'on doit naturellement encourager et développer les réunions de discussion politique et idéologique parmi les combattants », il faut surtout éviter de laisser à ceux-ci le droit de décider quoi que ce soit dans le domaine militaire et aussi fatalement dans le domaine politique.

Le type de relations qui s'établit entre les combattants et leurs dirigeants militaires et politiques (dont Che Guevara souhaite qu'ils « soient réunis, si possible, en une seule personne ») et aussi entre ces dirigeants et les masses est fort bien décrit par Debray, qui n'en éprouve aucune gêne, dans un passage hallucinant où souffle un esprit parfaitement mystique :

L'alliance ouvrière-paysanne trouve souvent son trait d'union dans un groupe de révolutionnaires d'extraction bourgeoise, où se recrute une bonne partie du commandement guérillero.

... est la loi des « équivalences-substitutions » en quelque manière colonisée : une classe ouvrière nombreuse, ou gagnée par l'influence de son syndicat syndical réformiste, une paysannerie isolée et natalisée acceptent ce groupe d'origine petite-bourgeoise comme Direction Politique. Au cours de la lutte qui les réveille et les mobilise, il se produit une sorte de délégation de pouvoirs provisoire. A l'inverse, pour assumer cette mission, ce vicariat historique, et ne pas usurper une fonction qui n'est que consentie, cette petite-bourgeoise progressiste doit, selon l'expression de Cabral, « se suicider comme classe pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire, entièrement identifié avec les aspirations les plus profondes de son peuple ». Le lieu et le moment les plus favorables de ce suicide, c'est l'action guérillera.

Ici le verbe politique se fait brusquement chair. L'idéal révolutionnaire émerge de l'ombre incolore des formules et prend corps en pleine lumière. Cette incarnation est une surprise, et quand ceux qui l'ont vécue veulent la décrire — en Chine, au Vietnam, à Cuba, dans tant de pays — ils la crient plus qu'ils ne la disent. (10)

L'expérience prouve que cette « délégation de pouvoirs » ne prend pas fin avec la victoire, mais que la direction nationaliste d'origine petite-bourgeoise institutionnalise le type de rapport qu'elle a établi entre le « peuple » et elle dans les maquis et organise un régime qui ne porte évidemment aucune trace des institutions de la dictature du prolétariat et de la démocratie des conseils ou des soviets. Le « parti » dont la guérilla constituait le noyau s'institue en parti unique et établit entre les masses et lui des rapports qui doivent être qualifiés de rapports d'appareil quel que soit le soin que la direction prenne à éviter de « se couper des masses » et à « aller au peuple ». Il est bien évident qu'un tel

parti n'a aucun mal, ainsi qu'en témoigne l'expérience cubaine, à fusionner avec le P.C. local, le seul problème étant celui d'apprendre ensuite à des staliniens endurcis comme Escalante, la manière de voler leur véritable nature et de « servir le peuple ».

Pour la direction nationaliste, descendue de la montagne vers la plaine et la ville qu'elle honnit, la victoire sur le gouvernement oligarchique marque le début d'une phase nouvelle où la politique reprend tous ses droits. Après la grande aventure des maquis elle se retrouve dans un monde dominé par l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne et dont l'évolution est gouvernée par des lois économiques et politiques qui sont compréhensibles uniquement lorsqu'on est muni des instruments d'analyse forgés par le marxisme. Faute de posséder ces instruments et donc de connaître ces lois, la direction nationaliste se trouve contrainte à devenir l'otage de ceux que l'on combattait la veille et à agir comme l'agent inconscient de la contre-révolution.

Dans son discours, Castro a la prétention d'affirmer que : tout véritable révolutionnaire qui est animé par un

esprit révolutionnaire, une vocation révolutionnaire parviendra toujours au marxisme ! Ce qui compte ce sont les révolutionnaires, ceux qui sont capables de faire la révolution et de se développer dans la théorie révolutionnaire. Souvent c'est la pratique qui précède la théorie.

C'est seulement l'époque de contre-révolution politique et idéologique à l'échelle mondiale et la révision acharnée et systématique du marxisme qui l'accompagne, qui nées et systématiques du marxisme qui l'accompagne, qui permettent à Castro de tenir de tels propos. Pour leur part les trotskystes français, membres du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale nationale depuis 1959, leur absence totale d'analyse et leur goût de l'improvisation, la façon enfin dont aujourd'hui ils tentent encore de jouer au plus fin avec le stalinisme au lieu de le combattre, témoignent de la manière la plus explicite qui soit contre de telles prétentions. Aujourd'hui comme hier, il n'y a pas de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire, et celle-ci doit être cherchée dans le programme de Transition de la IV^e Internationale qui constitue le seul lien de continuité avec Lénine et la révolution d'Octobre dans le monde actuel.

LA SIGNIFICATION ET LE CONTENU DES ATTAQUES CONTRE LE TROTSKYSME

Arrivés à ce point, nous sommes en mesure d'examiner les attaques lancées contre le trotskysme par Castro dans son discours de clôture à la Conférence Tricontinentale et par Debray dans son livre.

Ces attaques se caractérisent par leur violence et, particulièrement dans le cas du discours de Castro, leur aspect grossièrement calomnieux. Cette violence est particulièrement frappante et significative lorsqu'on la compare avec les formules prudentes et allusives qui sont employées pour parler de la politique stalinienne. Elle paraît exprimer deux choses : premièrement une tentative grossière et désespérée de la part de Castro pour essayer de se racheter auprès de ses puissants alliés staliniens, faire oublier et pardonner ses critiques à leur égard ; deuxièmement la colère et le dépit d'un homme, ou plutôt de tout un appareil à Cuba et de toute une tendance politique en Amérique latine, à l'égard de militants et d'organisations dont certaines se sont permises d'émettre des réserves, sinon des critiques à l'égard du castrisme, et dont d'autres ont tenté, fût-ce de façon déformée en raison de la destruction organisationnelle qu'a subi la IV^e Internationale à partir de 1952, de se battre systématiquement sur des positions de classe.

L'histoire des attaques castristes contre le trotskysme est déjà longue. Elle n'a pas été seulement verbale et a comporté des épisodes de répression directe, qui jettent une lumière singulièrement crue sur la nature du régime castriste, et méritent ainsi d'être rappelés à l'intention de jeunes camarades venus récemment à l'activité militante et qui pourraient ne pas les connaître. Jusqu'en 1961 il existait à Cuba une organisation trotskyste légale, le Parti Ouvrier Révolutionnaire de Cuba, affilié alors au S.I. qui publiait un journal « Voz Proletaria ». Dès 1960, il avait subi des attaques stalinienne de type classique de la part du P.C. local (le P.S.P.) qui l'accusait d'être chargé par l'impérialisme américain d'attaquer la révolution à partir de positions gauchistes. Les trotskystes étaient traités d'hitlériens, de provocateurs, etc.

Le rapprochement de Castro avec l'U.R.S.S., la fusion de son mouvement avec le parti stalinien et la mise en place d'un appareil de parti unique devaient immédiatement conduire les castristes à s'aligner sur les positions stalinienne et à engager la répression contre le POR

cubain. C'est l'époque où Castro blanchit la politique contre-révolutionnaire des staliniens cubains, affirmant qu'ils ont constitué une « force révolutionnaire décisive » et salue « l'apport de ces cadres de vieux militants éduqués dans le socialisme » et s'excuse d'avoir été en désaccord avec eux « parce que politiquement illégitime du fait de ses origines de classe ». Dans ces conditions il ne pouvait plus être question de tolérer l'existence d'une organisation avançant des mots d'ordre de classe et prête à se porter en faux contre une telle interprétation des choses. En mai 1961, « Voz Proletaria » est saisie et les militants du P.O.R. arrêtés. L'occasion de cette saisie est fort révélatrice. « Voz Proletaria » venait de consacrer un numéro au « Premier Mai Socialiste ». Il lançait les mots d'ordre d'Assemblée Constituante Révolutionnaire, de « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers et paysans (soviets) » de « Démocratie prolétarienne et syndicale, contre le sectarisme bureaucratique ». La lecture de l'article qui suivait ces mots d'ordre révélait que le journal se faisait l'écho de « la critique et du mécontentement contre les erreurs et les excès bureaucratiques dans le gouvernement, les syndicats, la planification et l'administration de l'économie, dans le contrôle absolutiste de la presse et des autres moyens d'expression ». Les remèdes proposés, l'élection de conseils ouvriers et paysans, d'une constituante révolutionnaire par des délégués des ouvriers, des paysans, des soldats, des miliciens, des étudiants, etc. étaient présentés par le journal comme la « consolidation de l'Etat ouvrier », la réponse révolutionnaire aux accusations de l'impérialisme. Cette propagande pour la mise en place à Cuba des institutions de la dictature du prolétariat et de la démocratie soviétique dont l'existence aurait donné aux masses un rôle politique autrement décisif que celui des figurants dans les grands rallyes castristes, était évidemment inacceptable pour des hommes qui avaient une conception d'appareil de leurs rapports avec les masses et qui venaient de s'allier avec l'ennemi acharné et le fossoyeur de la démocratie prolétarienne. Et effectivement pour justifier la saisie du journal et l'arrestation de militants du P.O.R., Guevara affirmait le 13 août 1961 au journal chilien « Ultima Hora » que ces mesures s'imposaient par le fait qu'il « n'était pas prudent de laisser continuer le trotskysme appeler à la subversion ». Puis venait la calomnie, Guevara expliquant que le trotskysme « est né à Guantanamo », près de la célèbre base américaine,

et que cette proximité géographique justifiait amplement la mesure !

En consacrant l'essentiel de son discours de clôture à la Conférence Tricontinentale de janvier 1966 à une longue diatribe calomnieuse contre le trotskysme, Castro a confirmé que pour les dirigeants cubains, le trotskysme demeure le principal ennemi politique, un ennemi indétructible qui « resurgit aujourd'hui de plusieurs côtés » et se trouve « partout et nulle part ». Le prétexte des attaques de Castro fut une série d'articles (notamment ceux écrits par Adolfo Gilly, trotskyste mexicain aujourd'hui en prison dans son pays) faisant état des divergences survenues entre Guevara et Castro et qui auraient motivé le départ de celui-là de Cuba. Les articles de Gilly, qui portaient d'ailleurs d'un postulat théorique favorable à Cuba — et qui n'est pas le nôtre — à savoir que Cuba serait un Etat ouvrier, étaient fortement documentés et la violence même des attaques de Castro indiquaient que les analyses de Gilly portaient juste.

Au-delà de ce prétexte, il y avait et il demeure, le fond de l'opposition farouche des cubains envers le trotskysme. Si l'on veut chercher au-delà des formules fumeuses du livre de Debray ce qui est reproché au trotskysme on trouve ceci : les trotskystes « donnent de l'importance au programme politique » des différents partis et les jugent en premier lieu sur leur programme ; ils avancent des mots d'ordre de classe qui rendent généralement impossible tout compromis avec une aile quelconque de la bourgeoisie ; ils attachent de l'importance aux syndicats en tant que forme d'organisation fondamentale de

la classe et donc au travail qu'il y a à mener dans ces syndicats comme dans les autres organisations de masse (organisations ou syndicats universitaires par exemple) ; ils « croient en la bonté naturelle des travailleurs » et pensent plus précisément que l'émancipation des travailleurs n'est peut-être en dernier ressort que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que ceux-ci ont une expérience historique à acquérir que personne ne peut acquérir à leur place ; ils mettent en avant la nécessité et le rôle central du parti révolutionnaire indépendant du prolétariat en tant qu'instrument de lutte ; enfin ils ne nient pas le rôle de la guérilla, mais la subordonnent à tout le reste, c'est-à-dire à l'existence et à l'autorité du parti et à l'éducation et à la mobilisation des masses ouvrières et paysannes sur un plan de classe.

Les castristes reprochent en somme aux trotskystes d'être... des trotskystes ! et d'être munis d'un programme fondé sur l'expérience historique vivante du marxisme et de se battre sur une ligne politique bien différente de la leur. Ils trouvent également insupportable aussi bien l'attitude intransigeante que le trotskyste adopte à l'égard du stalinisme que la critique incessante à laquelle il soumet la propre politique castriste.

Il ne suffit évidemment pas à Debray - Castro de montrer que la politique trotskyste est diamétralement opposée à la leur, mais encore qu'elle est erronée et néfaste. Pour cela il faut trouver des exemples qui le prouvent. L'action des trotskystes en Bolivie en constituerait soi-disant une. Examinons donc l'analyse qu'on nous propose et voyons un peu ce qu'elle vaut.

LES COMBATS DU PROLETARIAT BOLIVIEN ET L'ACTION DE L'AVANT-GARDE TROTSKYSTE : INTERPRETATION CASTRISTE ET INTERPRETATION MARXISTE

Ce qui est reproché aux trotskystes boliviens, dans le livre de Debray (on notera bien que le P.O.R. n'est pas mentionné une seule fois, encore moins son principal dirigeant et théoricien G. Lora, et qu'aucun des textes pourtant très nombreux du P.O.R. n'est cité), est finalement fort simple. *Premièrement*, et de façon générale d'avoir toujours considéré que la force motrice de la révolution bolivienne se trouvait dans la force concentrée du prolétariat minier massée dans la zone étroite du bassin minier aux noms célèbres de Siglo Veinte, Catavi, Colquiri, etc., et donc qu'il importait de travailler au sein de la C.O.B. (Centrale Ouvrière Bolivienne) puissante organisation de masse des travailleurs afin d'y dégager l'avant-garde révolutionnaire et l'organiser à la fois dans le cadre d'un courant syndical se battant à partir de bases pragmatiques claires pour une politique indépendante de classe, et dans le cadre du parti révolutionnaire lui-même. *Deuxièmement*, d'avoir toujours considéré les conquêtes que le prolétariat avait arraché au cours de la révolution de 1952 et qui avaient représenté pendant plusieurs années les éléments d'un double pouvoir face à l'appareil d'Etat bourgeois aux mains du M.N.R. — administration ouvrière directe des mines nationalisées et surtout existence de milices ouvrières armées contrôlant les bassins — comme constituant des positions à défendre à tout prix, et à utiliser à la fois comme point de départ des luttes futures et comme base de la mobilisation présente du prolétariat sur son front de classe. *Troisièmement*, d'avoir appelé en mai 1965 à la grève générale illimitée comme riposte à l'arrestation par Barrientos du secrétaire général de la C.O.B., provoquant ainsi une attaque en règle de l'armée, dotée de moyens modernes et encadrée de « conseillers » américains, contre les bassins miniers, ce qui aurait conduit, selon ce que suggère Debray-Castro, au massacre de plusieurs centaines de mineurs, à la destruction de leurs organisations et au démantèlement définitif de leurs milices.

Le point de vue castriste est le suivant : « Il est diffi-

cile de répéter 1952 en 1965 » ; (II) la grève générale insurrectionnelle est un suicide, [« la dynamite ne peut rien contre une mitrailleuse 30 quand on la lance à la main, les fusils sont vieux, à répétition, de la guerre du Chaco. Peu de balles, cela coûte cher. Et que peut-on contre l'aviation ? Pour détruire une armée il en faut une autre, ce qui suppose entraînement, discipline et des armes. La fraternité et le courage ne font pas une armée : voir l'Espagne, voir la Commune de Paris... »] ; la seule réponse efficace à la situation, c'est de « doter les forces populaires (notion bien castriste s'il en fût !) d'un détachement armé, organiquement indépendant de la population civile, libérée des tâches de défense civile, et visant la conquête du pouvoir politique », cette mesure constituant à en croire Debray « le critère décisif qui distingue sur ce point phraséologie et théorie révolutionnaire ». Tout cela mérite quelques commentaires.

La première observation qu'il paraît nécessaire de faire concerne la manière dont Debray présente les faits. A le lire on pourrait croire que les mineurs avaient été définitivement écrasés en 1965. Or les nouvelles en provenance de Bolivie indiquent au contraire qu'ils sont toujours organisés et armés et capables de soutenir des combats armés contre Barrientos pour qui ils demeurent le foyer d'opposition le plus dangereux. Peut-être la grève générale de 1965 a-t-elle donc eu des conséquences moins désastreuses que celles suggérées par Debray ? Mais ceci nous oblige alors à demander si celui-ci est un calomniateur conscient ou simplement un mauvais journaliste.

La seconde observation concerne l'idée que Debray se fait des processus qui gouvernent la vie politique de la classe ouvrière et le contexte dans lequel elle doit livrer ses combats. C'est ainsi que selon lui, c'était une erreur d'appeler à la grève générale en 1965 puisque celle-ci était condamnée d'avance. Or, les militants ouvriers savent parfaitement bien qu'il n'est pas toujours, ou même très rarement, permis à la classe ouvrière de choisir le moment le plus adéquat, du point de vue d'une stratégie

idéale, pour se battre. Elle est souvent obligée de se battre au moment choisi par la bourgeoisie. 1965 en Bolivie était un tel moment. Il succédait à une longue évolution où lentement la bourgeoisie locale appuyée et guidée par les américains avait sapé les positions ouvrières. A chaque étape de cette évolution le P.O.R., sous la plume de Lora, a patiemment expliqué aux ouvriers ce qui se passait et ce que serait l'étape suivante. A chaque étape, le P.O.R. a dénoncé la politique collaborationniste et opportuniste de Lechin, qui fut vice-président de l'Etat avant de chercher à collaborer avec Barrientos au lendemain du coup d'Etat. A chaque étape le P.O.R. a montré la dégradation progressive des rapports de force entre les classes. Le prolétariat a compris seulement lorsqu'il était trop tard et a donc été obligé de se battre à l'heure choisie par la bourgeoisie. Il n'en reste pas moins qu'à moins de se nier consciemment en tant que classe, le prolétariat était obligé de livrer bataille tôt ou tard et que le P.O.R. se devait de l'appeler à réagir, même en sachant combien les chances de succès étaient devenues minces.

La troisième observation concerne la place que ce prolétariat minier fortement concentré, encore armé et organisé, traversé de courants politiques, soit authentiquement ouvriers, soit révolutionnaires, et possédant maintenant un capital d'expériences politiques et militaires très important, doit occuper dans la stratégie révolutionnaire bolivienne. Faut-il le laisser pour compte ? Même Debray paraît se rendre compte qu'une telle position serait absurde puisqu'il écrit « dans le cadre d'une insurrection générale combinée entre les diverses mines, La Paz, et certaines régions rurales, si cette insurrection vient couronner une longue guerre d'usure menée ailleurs et par d'autres moyens, les mineurs organisés dans des syndicats révolutionnaires peuvent jouer un rôle décisif. » Mais alors il faut poser la question : comment et dans quel cadre les mineurs doivent-ils être organisés, comment procéder pour s'assurer que les syndicats aient une direction révolutionnaire (la formule « syndicats révolutionnaires » est bien ambiguë et méconnaît la signification exacte des syndicats) ? Comment combiner leur combat avec l'action militaire d'une guerrilla ? La réponse s'impose évidemment d'elle-même et contredit la totalité des positions castristes : seul le parti révolutionnaire, profondément enraciné dans le prolétariat minier et luttant politiquement pour s'affirmer comme sa direction peut accomplir cet ensemble de tâches. En l'absence d'un tel parti le prolétariat minier considérera avec méfiance ou hostilité l'ouverture de maquis. Il marchera seul ou alors il ne marchera pas du tout, mais on peut être sûr qu'il ne marchera pas sous les ordres d'une organisation militaire nationaliste construite en dehors de lui et ne possédant aucun lien organique avec lui.

La dernière observation nous ramène à certaines de nos explications antérieures. A aucun moment des analyses de Debray ou d'aucun castriste il n'est question du rapport des forces entre les classes, à l'échelle internationale et de l'influence qu'il peut avoir sur la lutte des classes dans un pays donné, et notamment dans un pays arriéré. Même lorsque Debray-Castro examinent les échecs subis par les maquis se battant sur la stratégie et la tactique castristes (échecs qui sont jugés comme « vraiment peu de choses, si on les mesure à une période de temps aussi minime », ce qui contraste singulièrement avec la sévérité des jugements prononcés contre les échecs trotskystes !) il n'est jamais question du contexte international, caractérisé aujourd'hui par l'offensive généralisée de l'impérialisme, qui exploite à son avantage la situation que le recul pas à pas de la bureaucratie soviétique crée pour les combats de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre partout dans le monde. Nous n'hésitons pas à affirmer que tant que cette évolution n'aura pas été renversée par l'action du prolétariat, bri-

sant totalement l'emprise de la bureaucratie soit en Europe (ce qui comprend évidemment l'Europe Orientale et l'U.R.S.S.) soit en Chine, il est malheureusement fort improbable que l'on assiste où que ce soit dans les pays arriérés au triomphe complet d'un mouvement révolutionnaire, fut-il dirigé par la meilleure direction possible.

Cela n'implique évidemment pas que les révolutionnaires peuvent se croiser les bras et attendre. La lutte des classes ne connaît pas d'interruption. Il faut être présent dans tous les combats que livre le prolétariat, car il s'agit du seul moyen que le parti révolutionnaire a pour tisser des liens profonds avec lui et pour élargir patiemment l'avant-garde qu'il organise dans le cadre de l'organisation marxiste. Si cela n'est pas fait, les combats décisifs ne pourront jamais être gagnés, même dans un contexte plus favorable. Or, c'est à cette tâche que le P.O.R. et son dirigeant Lora se sont attachés depuis 20 ans, permettant à la résolution du Comité International d'affirmer qu'ils « sont l'authentique direction du prolétariat bolivien ». Dans une période réaction et de profonde confusion, l'action du P.O.R. a sauvégarde le fil de la continuité historique du trotskyste, c'est-à-dire du marxisme révolutionnaire, en Amérique latine. C'est là de l'emprise temporaire du castrisme sur certains couches de la petite bourgeoisie, le mouvement révolutionnaire latino-américain sera nécessairement conduit tôt ou tard à renouer avec cette tradition — la seule qui puisse la conduire à la victoire.

Etienne LAURENT.

(1) V. G. Lora « Perspectivas de la Revolución Boliviana ». Ed. Masas, La Paz 1964, p. 23.

(2) V. l'article de F. Rodriguez dans La Vérité, Automne 1961 (n° 522), « La révolution cubaine, première étape ? » et surtout le n°4 de Informations Internationales 1961 (supplément ronéotypé à La Vérité) contenant un « projet de rapport sur la révolution cubaine », dont nous nous sommes servis en particulier pour la rédaction de la dernière partie de cet article. Pour les positions de la S.L.L., consulter les numéros 1 et 2 du volume 2 (1965) de « Fourth International », qui comprennent l'échange de correspondance entre la S.L.L. et le S.W.P. au sujet de l'analyse de la révolution cubaine, et un article de John Castle « Marxism and the Cuban Revolution ».

(3) Ainsi que les propos tenus par Debray dans son livre dans la mesure où ils expriment les positions de Castro.

(4) V. La Vérité, n° 533, juillet-septembre 1966, p. 35-37.

(5) V. La Vérité, numéro spécial 530-531, septembre 1965, p. 78-79 et p. 97-98.

(6) La Vérité, n° 533, p. 29-30.

(7) V. R. Debray, « Révolution dans la Révolution », Maspéro, 1967, p. 163.

(8) Idem, pp. 70-75.

(9) V. Debray, op. cit., p. 112.

(10) V. Debray, op. cit., p. 120-121.

(11) Ma's apparemment pas difficile de répéter une aventure victorieuse du type Sierra Maestra !

BALASZ NAGY

**LA FORMATION DU CONSEIL
CENTRAL OUVRIER DE BUDAPEST
EN 1956**

Edité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,50 F